

2.0 DEC. 2017

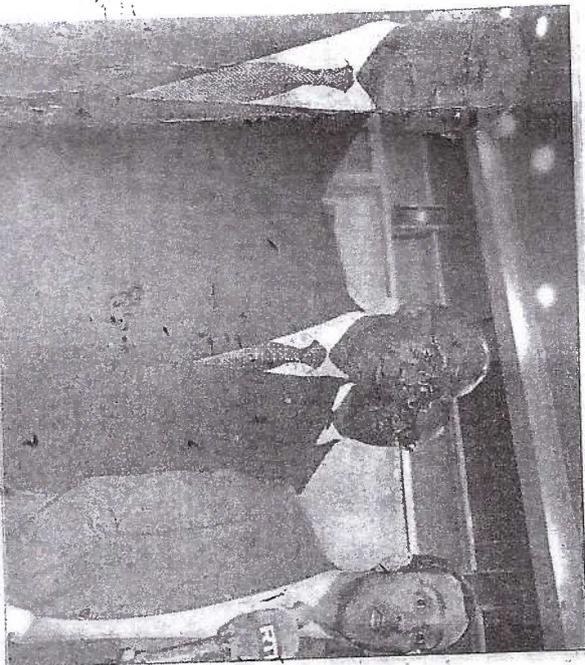
Fraternité Matin

Mercredi 20 décembre 2017

Évaluation du programme économique de la Côte d'Ivoire

Le Fmi décroche un succès au gouvernement

Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Koné, a présidé, hier, à la salle des fêtes du 20^e étage de l'immeuble Sciam, Abidjan, le lancement de l'étude "Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne" du Fonds monétaire international.



Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Koné (au centre), a félicité le Fmi pour la qualité de l'étude et surtout le choix de la Côte d'Ivoire pour son lancement. (PHOTO:DR)

La Côte d'Ivoire conduit son programme économique appuyé par la facilité élargie de crédit (Fec) et le mécanisme élargi de crédit (Medc) avec succès, a déclaré, hier, José Giljon, représentant du Fmi, en Côte d'Ivoire. « Le 8 décembre 2017, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a achevé les deuxièmes revues du programme de la Côte d'Ivoire appuyées par la facilité élargie de crédit (Fec) et le mécanisme élargi de crédit (Medc). La décision a été prise sans convocation de réunion du Conseil et elle ouvre la voie au décaissement de près de 136,5 millions de dollars, environ 76 milliards de F Cfa, ce qui porte le total des montants décaissés dans le cadre des deux accords à environ 371,3 millions de dollars », a-t-il indiqué.

Justifiant la décision du Fonds, José Giljon, indique que le programme appuyé par la Fec et le Medc a enregistré de solides résultats durant le premier semestre 2017. « Tous les critères de réalisation et objectifs indicatifs à fin juin 2017 ont été observés et tous les repères structurels ont été respectés. Les solides politiques mises en œuvre par les autorités dans le cadre du programme appuyé par le Fmi ont contribué à asseoir la confiance des marchés financiers internationaux, ce qui a permis de mener à bonne fin une émission euro-obligataire en juin », a-t-il poursuivi. Le représentant du Fmi en Côte d'Ivoire s'exprimait à l'occasion du lancement de l'étude « Perspectives économiques régionales Afrique subsaharienne » réalisée par le Fonds monétaire international. Ce rapport donne une photographie des économies de la région, fait des projec-

tions et propose des solutions. Globalement, l'étude note une atténuation du ralentissement de l'activité économique qui a touché la majeure partie de l'Afrique subsaharienne et annonce un taux de croissance moyen de 2,6% en 2017. Le redressement de la production pétrolière au Nigeria et l'amélioration de la conjoncture extérieure sont entre autres les leviers qui ont contribué à ce bond économique.

Toutefois, les économies subsahariennes présentent toujours de nombreux signes de vulnérabilité et des risques baissiers.

Aussi, le Fmi rappelle-t-il que la mise en œuvre de l'assainissement budgétaire envisagé par de nombreux pays et l'exécution des réformes structurelles visant à corriger les contraintes à la croissance doivent être une priorité absolue. Le Fmi a également mis en garde les pays concernés contre un risque de surendettement pour bon nombre d'entre eux.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Koné, a félicité le Fmi pour la qualité

de l'étude et surtout du choix de la Côte d'Ivoire pour son lancement. Il a rappelé la solidité du pays qui projette une croissance de 8,1% en 2017, une performance réalisée grâce à une rigueur budgétaire et la rationalisation des dépenses publiques.

Il a mentionné que les perspectives de l'économie nationale sont bonnes. En effet, le pays table sur une augmentation de son Pib de 8% sur la période 2018-2020 avec une inflation circonscrite à 2%.

La Côte d'Ivoire peut faire mieux, si elle accélère la cadence de ses réformes, soutient Cassandra Colbert,

représentante résidente de l'IFC. Adama Coulibaly, directeur de cabinet du ministre Adama Koné, s'est réjoui de l'apparition du concept de pays pré-émergent dans le

jargon du Fmi. Une catégorie dans laquelle le Fonds classe la Côte d'Ivoire. Prenant la parole au nom du secteur privé, Daouda Coulibaly, directeur général de la Sib, a rappelé quelques priorités des chefs d'entreprises ivoiriens, notamment l'amélioration de l'environnement des affaires.

DAVID YA